

Ne parlons plus de ‘terrain glissant’ – Israël est déjà un Etat d’apartheid

Par [Neil Macdonald](#) — 29 octobre 2017

Appelons un chat un chat: l’Etat juif n’est pas un Etat pour tous les citoyens, c’est un Etat d’apartheid, un Etat exclusif

Cet article est intéressant, non par ce qu’il nous apprend ou par la thèse qu’il développe mais par le fait que celui qui veut appeler un chat un chat est [Neil Macdonald](#), un journaliste canadien qui s’exprime dans un média traditionnel, où il assume la fonction d’éditorialiste; le [Canadian Broadcasting Corporation](#), l’équivalent de feu l’[ORTF](#) en France. Il va sans dire que seul un journaliste dont la carrière est déjà faite ou derrière peut se permettre une telle liberté d’expression.

Ne parlons plus de ‘terrain glissant’ – Israël est déjà un Etat d’apartheid

Depuis l’élection de Donald Trump, la colonisation se poursuit avec un enthousiasme renouvelé

par **Neil Macdonald**, CBC News | Oct 24, 2017 | [cbc.ca](#)

(Traduit de l’anglais)

Le moment est venu d’appeler un chat un chat. Il est temps d’être d’accord avec une longue liste de leaders politiques, universitaires et personnages publics israéliens de droite comme de gauche, dont trois anciens premiers ministres, un lauréat du prix Israël, deux anciens chefs du service de sécurité intérieure israélien, le Shin Bet, et un des principaux journaux du pays qui ont tous prévenu que l’Etat juif était en train de devenir, ou est déjà, un Etat d’apartheid.

Je choisirais cette dernière caractérisation.

Il est intéressant de constater que, dans le discours israélien, cette affirmation semble être devenue routinière, alors qu’elle reste sulfureuse en Occident, où des activistes pro-israéliens consacrent beaucoup d’énergie à scruter les médias, le monde universitaire et le discours politique, prêts à accuser d’antisémitisme ou d’incitation [à l’antisémitisme] dès que ce mot est utilisé.

Songez à l’indignation et au venin dont a été accablé l’ancien Président Jimmy Carter, sous les auspices duquel l’accord de paix entre l’Egypte et Israël avait été signé, quand il a intitulé son livre de 2006 « [Palestine: la Paix, pas l’apartheid](#). »

Soudainement, Carter était passé du statut de lauréat du prix Nobel de la paix et d'homme d'État à celui de vieil homme sous l'emprise des terroristes, du moins aux yeux des partisans d'Israël, dont une fraction importante de ses propres troupes, les Chrétiens évangéliques américains.

Un chat est un chat

Mais la réalité est la réalité, et un chat un chat. Comme l'avait dit feu Yossi Sarid, longtemps dirigeant du parti israélien Meretz et ancien ministre de l'éducation : « Ce qui agit comme un apartheid, est gouverné comme un apartheid et harçèle comme un apartheid, n'est pas un chat – c'est l'apartheid. »

En juin dernier, l'ancien premier ministre israélien Ehud Barak a réaffirmé la position qui est la sienne depuis des années : « si nous continuons à contrôler l'ensemble du territoire de la Méditerranée au fleuve Jourdain où vivent quelque 13 millions de personnes – huit millions d'Israéliens et cinq millions de Palestiniens... si une seule entité gouvernait toute cette région, nommée Israël, elle deviendrait inévitablement – c'est le mot clef, inévitablement – soit non juive, soit non démocratique. » Le pays est, répétait-il, « sur une pente glissante » qui se terminera en apartheid.

La ligne de séparation entre les personnalités israéliennes qui utilisent le terme ici et maintenant, plutôt que comme un avertissement pour ce qui pourrait arriver, semble porter sur la persistance d'un « processus de paix », avec sa promesse d'un Etat palestinien et son autogouvernement.

Et à l'époque où j'étais en poste à Jérusalem pour CBC News à la fin des années 1990, cela semblait vraiment de l'ordre du possible, même si c'était peu probable.

Depuis lors, le processus de paix – jamais enthousiaste – s'était complètement effondré. L'expansion des colonies juives en Cisjordanie s'est poursuivie et, depuis l'élection de Donald Trump, la colonisation s'est accélérée connaissant un regain d'enthousiasme.

Leur existence est en fait saluée à chacun de ses déplacements par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« Nous sommes ici pour rester, pour toujours, » a-t-il déclaré il y a deux mois dans la colonie de Barkan où il commémorait le 50^{ème} anniversaire de l'occupation de la Cisjordanie par Israël.

« Il n'y aura plus de démantèlement de colonies sur la terre d'Israël. » (La « Terre d'Israël » par opposition à l'Etat d'Israël est un terme utilisé par la droite israélienne pour parler du territoire situé entre le Jourdain et la méditerranée, et parfois même au-delà).

Ayelet Shaked et Naftali Bennett, respectivement ministres israéliens de la justice et de l'éducation, ont dit que les Palestiniens devaient comprendre qu'ils n'auront jamais un Etat. Le ministre de la défense, Avigdor Lieberman, lui-même colon, a dit qu'il n'y avait « aucun espoir » d'un Etat palestinien sur lequel il y aurait accord mutuel, mais il a mis en garde Naftali Bennett contre la promotion d'une annexion pure et simple :

« Ce que Bennett et son parti Foyer Juif proposent est un état binational classique », a déclaré Liberman il y a deux ans. « Ils doivent décider s'ils parlent d'un Etat binational entre le Jourdain et la Méditerranée ... ou s'ils parlent d'un Etat d'apartheid ».

Sous-classe palestinienne

La logique de Lieberman semble être que tant que les Palestiniens sont simplement occupés et gouvernés par un ensemble de lois différent, avec beaucoup moins de droits que les Israéliens (par opposition au fait de leur refuser un Etat mais de leur donner le droit de vote dans une version élargie d'Israël, ce que la droite israélienne considère comme un suicide national), alors ce n'est pas vraiment l'apartheid.

Mais à ce stade l'annexion consisterait simplement à officialiser un fait accompli.

Ces dix dernières années, la doctrine du « Mur d'acier » de [Ze'ev Jabotinsky](#) a donné naissance à un véritable mur, parfois en acier, qui court à peu près le long des frontières de 1967 de Gaza et de la Cisjordanie. Les principales routes depuis Jérusalem vers Ramallah et Naplouse au nord, et vers Bethléem et Hébron au sud sont désormais coupées par des barrières fortifiées gigantesques. Les colons juifs, environ 750 000 personnes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ont une liberté complète de mouvement sur des routes qui leur sont réservées et sont effectivement interdites à la sous-classe palestinienne privée de ses droits.

Les colons soupçonnés de crimes jouissent de tous leurs droits devant les tribunaux israéliens ; les Palestiniens subissent les tribunaux militaires, l'emprisonnement pour une durée indéfinie sans inculpation (« détention administrative ») et les punitions collectives. Les colons ont le droit de porter des armes et de s'en servir en auto-défense; pas les Palestiniens. Les colons jouissent du droit de propriété. Les palestiniens revendiquent leurs propriétés. Et cetera.

Netanyahou présente tout cela comme une question de survie nationale, avertissant que toute terre concédée sera immédiatement occupée par des terroristes fondamentalistes déterminés à détruire l'État d'Israël, avec ses armes nucléaires, ses chars, ses avions de combat, ses systèmes de défense antimissile et ses plus 600 000 soldats d'active et troupes de réserve.

Sa définition du terrorisme est nuancée; lors d'une manifestation commémorant il y a quelques années le 60ème anniversaire de l'attentat à la bombe de l'hôtel King David par des combattants de l'Irgoun, considéré comme [un acte terroriste](#) par le gouvernement britannique, Netanyahou a qualifié les auteurs de combattants militaires légitimes et a prévenu le gouvernement britannique indigné de surveiller son langage.

Mais dès lors, une vision du monde élastique est apparemment nécessaire pour maintenir le statu-quo; quand le Fatah de Mahmoud Abbas a signé récemment un accord de réconciliation officielle avec les « terroristes » du Hamas qui gouvernent Gaza, Israël et les Etats-Unis s'y sont opposés, affirmant qu'une telle entente met en danger, mais oui, le processus de paix. Le fait que les terroristes actuels tendent à devenir les hommes d'État de demain (les poseurs de bombes de l'Irgoun rejoignirent le gouvernement israélien naissant et l'ancien chef de l'Irgoun, Menahem Begin, devint Premier ministre) n'est apparemment pas pertinent dans ce contexte.

En tout cas, la pente glissante dont parlait Ehud Barak est maintenant dans le rétroviseur. Le chat de Yossi Sarid est arrivé. Reconnaissons ce fait, laissons tomber les faux-semblants et avançons.

Par **Neil Macdonald** | Oct 24, 2017 | cbc.ca

Traduit de l'anglais par Djazaïri

Source: <https://mounadil.wordpress.com/2017/10/27/appelons-un-chat-un-chat-letat-juif-est-un-etat-dapartheid/>